



Éléments pour une histoire du Front patriote rwandais

AU début de l'après-midi du 1^{er} octobre 1990, un groupe d'une cinquantaine d'hommes armés venant d'Ouganda investissait le poste frontière rwandais de Kakitumba, tuant l'un des gardes et mettant les autres en fuite. Ils appartenaient au Front patriote rwandais (FPR) et ils étaient conduits par le commandant Chris Bunyenyezi, officier d'origine rwandaise qui, la veille encore, appartenait à la National Resistance Army (NRA), l'armée régulière ougandaise. Cette attaque était l'aboutissement d'un processus de dix années de militantisme politique et marquait l'ouverture d'une guerre civile qui ensanglante encore aujourd'hui le « Pays des Mille Collines ». Et pourtant, jusqu'à ce jour, le FPR est demeuré très mal connu. Dans certains cas, son existence indépendante est même niée et il est présenté comme un simple appendice des forces ougandaises (1). Pour la propagande gouvernementale rwandaise, c'est une réincarnation des *Inyenzi* (cancrelats), ces groupes de guérilleros tutsi royalistes qui se livraient à des incursions périodiques dans le pays après l'instauration d'une république à dominante hutu en 1961 (2). Pour l'opposition légale (à dominante hutu) à l'intérieur du pays, il n'était encore il y a peu que « la branche armée des réfugiés rwandais féodo-revanchards » (3). Quant au Front, il se présente lui-même comme une organisation populaire et démocratique parlant au nom de l'ensemble du peuple rwandais (4). Au-delà de ces divers stéréotypes, que peut-on dire de cette guérilla venue d'ailleurs et qui a bouleversé la donne politique dans un petit pays « modèle » où, après les déchirements du début des années soixante, l'Europe avait voulu voir le modèle du « développement paysan autocentré » ?

Bien sûr, il s'agit d'abord d'un problème de réfugiés. Nous ne rentrerons pas ici dans une étude, même brève, de la question des

réfugiés rwandais en Afrique orientale, celle-ci ayant fait récemment l'objet d'excellentes publications (5). Précisons simplement un ordre de grandeur. Entre les 200 000 réfugiés dont parle parfois la propagande gouvernementale et les 2 000 000 dont la diaspora rwandaise tente d'accréditer l'existence, leur nombre le plus probable se situe aux alentours de 550 000, chiffre qu'il faut mettre en rapport avec les quelque 7 400 000 citoyens rwandais vivant dans le pays. Cette question des chiffres est importante, car elle joue, par le biais des mythes auxquels elle donne naissance, un rôle politique fondamental. Les réfugiés ont voulu grossir leur nombre pour augmenter le côté injuste et spectaculaire de leur malheur, tandis que le gouvernement rwandais tirait argument de l'exiguïté du pays (26 338 km², dont seulement 18 740 km² de terres arables) pour refuser un droit au retour. Des arguments de droit s'opposaient à des arguments socio-économiques (6), chaque camp tirant de ses déductions un appel à la justice, morale et juridique pour les exilés, sociale et économique pour les tenants du régime.

En effet, plus que deux « camps », c'étaient deux mythes qui s'affrontaient. D'un côté, on avait le gouvernement rwandais, héritier de la « révolution paysanne » de 1959, quasiment sanctifiée (le mot n'est presque pas trop fort étant donnée l'approbation de la toute-puissante Église catholique) par le référendum du 25 septembre 1961, « démocratie rurale de base » qui était parvenue à « abolir la politique » pour la remplacer par le « développement » (7). Cette évacuation de la politique « sale » au profit du développement « propre » représentait d'une certaine manière l'idéal des bailleurs de fonds internationaux. Un petit pays tout net, bien en ordre, avec

(1) Voir par exemple « Behind the Rwanda Invasion », *Africa Analysis*, n° 108, 12 octobre 1990 ; « L'Ouganda envahit le Rwanda », *Le Canard enchaîné*, 17 février 1993, ou bien « Tango à Kigali », *Valeurs Actuelles*, 1^{er} mars 1993.

(2) Ce thème est exposé avec beaucoup d'érudition par François-Xavier Bangamwabo et Emmanuel Rukiramakuba dans leur essai : « Le vocabulaire et le discours des Inkontanyi et de leurs alliés », in *Les relations interethniques au Rwanda à la lumière de l'agression d'octobre 1990*, Ruhengeri, Ed. Universitaires du Rwanda, 1991, pp. 223-268.

(3) Mouvement démocratique républicain (MDR), *Analyse de la situation actuelle du Rwanda et perspectives d'avenir*, Kigali, janvier 1992, p. 29.

(4) Nombreuses déclarations à la presse, dont le récent interview du chef du FPR, « Kagame speaks », *New African*, juillet 1993.

(5) Catherine Watson, *Exile from Rwanda, Background to an Invasion*, Washington DC, The US Committee for Refugees, février

1991, et André Guichaoua, *Le problème des réfugiés rwandais et des populations banyarwanda dans la région des Grands Lacs africains*, Genève, Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés, mai 1992.

(6) Les premiers sont bien illustrés par l'ouvrage de François Ngadijimana, *Le problème des réfugiés rwandais*, Genève, Arunga, juin 1990, tandis qu'on trouvera un exposé modéré des seconds dans l'essai de Jean-Damascène Nduwayezu, « La réintégration sociopolitique et économique des réfugiés rwandais », in *Les relations interethniques*, op. cit., pp. 323-349.

(7) Le Parti unique s'appellait le Mouvement révolutionnaire national pour le développement (MRND) et le « Parlement » était devenu le Conseil national du développement. Un basisme unanimiste régnait sur le pays, mélange de maoïsme à l'africaine (badges à l'effigie du Père de la Patrie, grand-messes du Parti) et de puritanisme chrétien (contrôles d'identité, chasse aux « femmes libres », etc.).

de laborieux paysans besognant sous la double houlette de l'Église et d'un dictateur (presque) bienveillant (8). Pour les tenants de ce mythe, les « féodo-revanchards » du FPR seront des monstres venus porter le feu dans le jardin d'Éden. Du côté des exilés, les mythes étaient plus complexes. D'abord, dans leur immense majorité, les exilés ne connaissaient plus grand-chose du Rwanda qu'ils avaient quitté dans leur enfance ou leur jeunesse et qui avait évolué sans eux. Ensuite, ils vivaient leur situation comme une sorte de monstrueux rejet. D'où une divergence radicale de la mémoire avec leurs « compatriotes » restés au pays ; l'événement fondateur du Rwanda contemporain, la « glorieuse révolution de 1959 », était pour eux un souvenir d'horreur et de massacres. En un certain sens, en réclamant leur droit au retour, ils cherchaient à nier cette affreuse rupture, à nier la haine dont ils avaient été (étaient ?) l'objet, à retrouver le jardin d'Éden dont ils partageaient somme toute le mythe (mais selon des vecteurs historiques absolument opposés) avec leurs « frères » hutu demeurés au Rwanda. Le régime rwandais exaltait l'histoire passée (glorieuse) et niait sa possible remise en cause au présent (révisionnisme diabolique), tandis que les réfugiés cherchaient à refuser le passé au nom d'un futur « démocratique » dépassant les vieux clivages ethniques. Pour aboutir à la justification d'une éventuelle action armée contre le Rwanda, le régime du président Habyarimana (tyran somme toute relativement modéré si l'on prend comme critère les pratiques contemporaines des États voisins) était diabolisé et présenté comme un fascisme tropical selon un parti pris tout aussi exagéré que les louanges de ses thuriféraires.

Les antécédents politiques des communautés rwandaises exilées

La fin des années 60 avait marqué la fin d'une période pour les communautés rwandaises exilées, la fin du temps des *Inyenzi* et des tentatives confuses et désespérées pour remonter le cours de l'histoire (9). La diaspora s'était éparpillée non seulement dans les pays limitrophes (Ouganda, Burundi, Zaïre, Tanzanie) mais loin en Europe et dans le Nouveau Monde. Elle s'était énormément diversifiée depuis les bergers de l'Ankole jusqu'aux avocats de New York. Forcée dans une paix qui la sortait de l'histoire, elle se réfugiait dans la nostalgie culturelle. De nombreuses associations virent

(8) Pour une analyse de ce mythe, voir J.-P. Chrétien : « La crise politique rwandaise », *Genève Afrique*, 1992, XXX, 2, pp. 121-140. L'article « Allmählich schwand die Bewunderung für "Habis" regime », *Frankfurter Rundschau*, 5 novembre 1992,

constitue une bonne indication de déception « militante ».

(9) La meilleure description de cette période se trouve dans René Lemarchand, *Rwanda and Burundi*, New York, Praeger, 1970.

le jour dans le courant des années 70 et 80 : le groupe Isangano (Carrefour) en Belgique, qui patronnait des spectacles folkloriques et servait de lieu de discussion, le groupe Abadaha (du nom d'une milice dans le Rwanda ancien) en Allemagne, la Rwandese Canadian Cultural Association en Ontario ou l'Association des immigrants rwandais du Québec à Montréal. D'autres groupes existaient au Burundi, aux États-Unis, à Nairobi, au Bénin et jusqu'à Dakar et à Brazzaville. Ces associations éditaient une presse parfois irrégulière mais néanmoins soutenue et très polémique dont le titre principal était *Impuruza* (Le mobilisateur, nom d'un tambour de guerre du Rwanda ancien) publié à Sacramento en Californie. Il y avait aussi *Muhabura* (La balise, Le phare) publié à Bujumbura, *Congo-Nil* qui paraissait au Zaïre, *Huguka* (« Sois attentif ») également édité à Bujumbura, *Ukoloni Mambo Leo* (Les nouvelles de l'émigration) à Dar es-Salam et, potentiellement le plus important, *The Alliancer* (le rassembleur), organe de la Rwandese Alliance for National Unity (RANU) de Kampala. Celle-ci était issue de la Rwandese Refugees Welfare Foundation (RRWF), créée en juin 1979 en Ouganda pour venir en aide aux réfugiés rwandais éprouvés par la chute du régime du général Idi Amin Dada (10). La RANU se voulait plus politique que la RRWF et posait directement la question d'un éventuel « retour au pays ». Parmi les gens qui fréquentaient la mouvance RANU à Kampala en 1979-1980 se trouvaient deux ex-volontaires du FRONASA, la milice combattante créée par le jeune politicien ougandais Yoweri Museveni qui venait de faire irruption sur la scène nationale. Le premier, Fred Rwigyema, à peine vingt ans, dynamique et populaire, avait déjà partagé l'exil tanzanien de son chef, tandis que l'autre, Paul Kagame, un peu plus âgé, plus secret et plus renfermé, avait rejoint le FRONASA au moment où ses troupes traversaient l'ouest de l'Ouganda. A l'époque, l'intérêt de ces deux jeunes Banyarwanda pour la RANU n'était guère que social. L'un et l'autre se croyaient et se voulaient ougandais. Quelques mois plus tard, le 6 février 1981, ils seront aux côtés de Museveni et de 24 autres compagnons d'aventure pour attaquer l'école militaire de Kabamba, entamant la guerre de guérilla qui les amènera finalement à prendre le pouvoir le 25 janvier 1986. Mais entre-temps, la communauté rwandaise avait connu bien des bouleversements.

(10) Les rapports du régime Amin avec le Rwanda et les Rwandais avaient été particulièrement orageux. Pendant la crise de l'expulsion des Indiens en 1972, le dictateur avait menacé de « détruire Kigali en une minute » (*Uganda Argus*, 17 août 1972) en accusant le Rwanda « d'aider Israël à attaquer l'Ouganda ». Il avait un moment persécuté les réfugiés tutsi puis avait ensuite recruté

certains d'entre eux dans le State Research Bureau (SRB, un organisme de « sécurité » particulièrement sanglant). Victimes, parfois tortionnaires, et de nouveaux victimes avec la chute de la dictature, les Rwandais d'Ouganda entamaient le parcours politique chaotique qui allait faire d'eux des désespérés actifs.

Les Banyarwanda en Ouganda étaient particulièrement nombreux (11). Ils provenaient de trois origines différentes ; d'abord les Banyarwanda « indigènes » nés sur le territoire ougandais depuis plusieurs générations dans les régions de l'Ouest (Bufumbira) qu'ils peuplaient de manière originelle. Ils étaient hutu aussi bien que tutsi. Ensuite les immigrants ou descendants d'immigrants venus en Ouganda dans les années 20 et 30 pour fuir les rigueurs du colonialisme belge et mieux gagner leur vie en travaillant dans les plantations commerciales du Buganda. C'étaient en majorité des Hutu. Et enfin les réfugiés ou descendants des réfugiés venus en 1959-1961 pour fuir les massacres qui accompagnèrent la révolution rwandaise. C'étaient exclusivement des Tutsi. La guerre civile ougandaise et sa terrible logique d'amalgame ethnique allait tendre à confondre ces trois groupes. En effet, dès mai 1980, le retour de Milton Obote en Ouganda avait marqué une tension entre les Banyarwanda et les forces favorables à l'ancien et bientôt nouveau président, étant donné l'histoire de l'implantation ethnique de l'UPC dans l'ouest du pays (12). Lorsque Yoweri Museveni (un Munyankole d'origine muhima, donc « assimilé » à un Tutsi dans l'imaginaire populaire des autres ethnies) se lança dans la guérilla anti-gouvernementale, les tensions augmentèrent. Tous les Banyarwanda furent suspectés de soutenir la guérilla. En octobre 1982, une vaste opération de razzia déportation fut lancée dans l'Ouest où près de 80 000 personnes furent prises au filet et poussées vers le Rwanda dans des conditions catastrophiques (13). Le gouvernement rwandais refusa d'accepter une grande partie des « doubles réfugiés » ainsi refoulés et les camps installés dans un étroit no man's land le long de la frontière devinrent de véritables mouroirs. L'opération eut pour résultat de provoquer ce contre quoi elle pensait lutter, c'est-à-dire le soutien rwandais à la NRA. Jugeant ne plus rien avoir à perdre, les jeunes Banyarwanda rejoignirent par centaines les rangs de la guérilla. En janvier 1986, lorsque celle-ci triompha, elle comptait au moins 3 000 Banyarwanda parmi les quelque 14 000 hommes et femmes qui la composaient.

La RANU avait elle aussi évolué pendant ces années de guerre civile. Depuis 1981, ses congrès annuels s'étaient tenus à Nairobi

(11) Selon le recensement de 1959, le dernier à comporter la mention de l'appartenance ethnique, ils représentaient 5,87 % de la population et occupaient le 5^e rang parmi les groupes ethniques du Protectorat (Entebbe Government Printing House, 1960).

(12) Pour plus de détails sur l'imbrication rwando-ougandaise, voir Gérard Prunier : « L'Ouganda et le Front patriotique rwandais », pp. 43-49, in *Enjeux nationaux et dynamiques régionales dans l'Afrique des*

Grands Lacs, Lille, Faculté des sciences économiques et sociales, 1993 (sous la direction d'André Guichaoua).

(13) Outre les réfugiés rwandais tutsi, principale cible de l'opération, la rafle emportait tout ce qui était assimilé à ces derniers (Banyarwanda d'origine ougandaise, Banyankole Bahima et même des Bakiga du Kigezi qui n'ont aucun « cousinage » avec les groupes précédents mais vivent approximativement dans la même région géographique).

par impossibilité de se réunir en Ouganda dans le climat d'hystérie anti-rwandaïse que la guerre y avait installé (14). Pour un certain nombre de ses cadres, la question était entendue : ils étaient des étrangers en Ouganda et partout ailleurs dans le monde et ils utiliseraient leur présence dans la NRA pour rentrer un jour au Rwanda par la force. Mais pour ces jeunes passés à travers la tourmente ougandaise, engagés au sein d'une guérilla dont l'idéologie était encore à l'époque assez largement maoïste, le monarchisme des vieux *Inyenzi* années 60 apparaissait comme un anachronisme ridicule. La lecture de la presse d'émigration montre d'ailleurs à quel point, même à l'époque, les exilés vivaient encore dans un monde de nostalgie irréaliste (15). Pour répondre à une nouvelle demande émanant d'une génération à l'expérience entièrement nouvelle, en décembre 1987, lors de son 7^e congrès, le premier à se tenir à nouveau en Ouganda, la RANU se transforma en Rwandese Patriotic Front (RPF ou FPR en français) (16). Le RPF/FPR ne représentait cependant à l'époque qu'un noyau extrêmement réduit de militants. Il s'était fortement « gauchi » politiquement par rapport à l'ancien RANU, notamment par l'adjonction de sympathisants communistes comme Tito Rutaremara qui était rentré de France où il vivait depuis des années. Mais il pouvait compter au sein de la NRA sur un petit noyau dévoué qui était entré dans la guérilla avec la perspective bien définie d'un retour offensif au Rwanda et il était capable d'offrir un mélange idéologique certes peu sophistiqué mais quand même plus moderne que la nostalgie monarchiste qui avait jusqu'à présent servi de capital politique aux milieux d'exilés.

La préparation de l'invasion

Dès le début de 1988, les militants du FPR entreprirent un noyautage systématique de certains services de l'armée, notamment du service informatique (où ils parvinrent à occuper près de 90 % des postes) et de la Sécurité militaire, où ils étaient moins nombreux mais où ils réussirent à se faire nommer à des positions

(14) La dénonciation de Museveni comme « étranger » était l'un des thèmes les plus constants de la propagande obotiste des années 1981-1985. Dans le Luwero, où les descendants des travailleurs immigrés rwandais se trouvaient systématiquement persécutés, les graffitis de l'armée sur les murs des maisons en ruines proclamaient : « Museveni, go back to Rwanda ».

(15) Malgré son parti pris de propagande anti-FPR, il n'est pas sans intérêt de lire

l'essai de François-Xavier Bangamwabo et Emmanuel Rukiramakuba, « Le vocabulaire et le discours des *Inkotanyi* et de leurs alliés », pp. 223-268, in *Les relations inter-ethniques*, op. cit., qui montre bien l'archaïsme du vocabulaire politique utilisé par les cercles émigrés.

(16) Il est intéressant de voir que le sigle anglais était apparu avant sa version française, un reflet de l'expérience concrète des cadres du nouveau mouvement.

clés (17). Ils plaçaient leurs hommes dans des postes qui favorisaient le recrutement de nouveaux membres (le commandant Musitu, rwandais, dirigeait les services d'entraînement) ou qui, le jour venu, permettraient de faciliter une rupture quasiment insurrectionnelle avec la NRA (le commandant Sam Kaka était parvenu à se faire mettre à la tête de la police militaire). Citons encore le cas du Dr Peter Bayingana, médecin exerçant de manière privée à Nairobi, qui avait reçu « l'ordre » de rejoindre la NRA et qui, s'étant exécuté, devint chef des services de santé de l'armée.

Parallèlement, un effort tout particulier était apporté à la création de cellules clandestines au Rwanda même. Trente-six d'entre elles furent créées entre le début de 1988 et l'attaque du 1^{er} octobre 1990, dans divers secteurs de la vie sociale et économique du pays et dans plusieurs préfectures. Les membres de ces cellules étaient loin d'être tous des Tutsi. En effet, les contradictions, notamment régionales, s'aiguisaient entre divers groupes hutu et plusieurs personnalités se rapprochèrent du FPR clandestin bien que son existence soit parfaitement connue des services de renseignements rwandais. Certaines de ces personnalités obéissaient à des motivations très mêlées. On trouvait par exemple des gens comme le riche homme d'affaires tutsi Vincent Kajeguhakwa, ancien directeur de l'Entreprise rwandaise des pétroles, brouillé avec le régime, et qui considérait le FPR comme une sorte d'investissement devant lui permettre de se refaire économiquement. Ou bien Silas Majambere, ancien président de la Chambre de commerce de Kigali, très proche du président Habyarimana, qui avait été éliminé de son poste en 1988 à la suite de différends « commerciaux » avec certains membres de l'*akazu* (18). D'autres avaient de meilleures raisons de rejeter le régime MRND, comme le pasteur Bizimungu, un Hutu ancien directeur d'Electrogaz qui s'était heurté pour des raisons professionnelles au colonel Sagatwa, l'un des représentants les plus influents du groupe de l'*akazu*. Originaire du Bugoye comme le président, Bizimungu s'était vu paternellement réprimandé par ce dernier qui lui avait dit : « Pasteur, je t'ai donné une compagnie très lucrative. Au lieu de te plaindre, tu ferais mieux de penser à toi et à ton village. » Technocrate pénétré du sens de l'État, Bizimungu avait pris langue avec le FPR ; prévenu de l'imminence de l'attaque, il quittera le pays en août 1990 pour devenir l'un des principaux « diplomates » du Front.

A côté de ces personnalités aux motivations parfois contradic-

(17) Ils ne parvinrent pas par contre à pénétrer l'Internal Security Organization (ISO) à cause de l'inimitié entre son chef Jim Muhewezi et Paul Kagame, le principal « infiltré » rwandais à la Sécurité militaire.

(18) « La petite maison », expression uti-

lisée autrefois pour désigner le cercle central de la cour du roi. Les membres des groupes bahinza du Bushiru auxquels appartenait l'épouse du président constituaient une véritable mafia.

toires, les cellules intérieures du Front attirèrent un certain nombre de jeunes Hutu qui voyaient dans son discours anti-dictature et dans son appel à une sorte de basisme démocratique inspiré du populisme de la NRA, des éléments de modernité face à un régime corrompu, clérical et sclérosé. Surtout originaires de Butare (19), ces jeunes éduqués occupaient parfois des postes d'une certaine importance qui leur servirent à renseigner le Front. Mais dans l'ensemble, ces cellules clandestines demeurèrent (involontairement mais logiquement) élitistes et ne touchèrent pas la masse de la population.

Il importait néanmoins pour le Front de procéder avec une certaine hâte pour éviter d'être débordé par l'activisme de certains jeunes membres de la NRA. Déjà, au printemps 1986, à peine quelques mois après la prise de Kampala, certains soldats et officiers plus ou moins liés à la nébuleuse RANU qui était alors en pleine transformation (20), avaient maladroitement tenté d'organiser une action armée contre le Rwanda. Rapidement percé à jour, leur complot s'était terminé en fiasco (21) et le président Museveni avait du prendre des sanctions disciplinaires contre certains officiers banyarwanda. Cela n'était cependant pas allé très loin, tant à cause du caractère amateur de la tentative que du capital de sympathie dont les « mutins » bénéficiaient au sein de la NRA. De plus, le nord de l'Ouganda, dont le président Museveni avait un moment espéré qu'il se soumettrait au nouveau régime, était entré en rébellion, d'abord sous la bannière politique de l'Uganda Peoples Democratic Movement (UPDM), puis bientôt sous celle encore plus dangereuse du Mouvement du Saint-Esprit de la prophétesse Alice Lakwena. Fin 1986 et courant 1987, la NRA s'était gonflée de nouvelles recrues pour se battre dans le nord. Les combattants banyarwanda, vétérans éprouvés, jouèrent un rôle essentiel dans l'encadrement et la formation de ces troupes (22), dont certaines, récupérées sur la défunte Uganda National Liberation Army (UNLA) d'Obote, étaient de francs soudards violents et indisciplinés. Ce ne fut qu'en 1988, avec un certain ralentissement de la guerre dans

(19) Le régionalisme jouait à plein. Le président Habyarimana s'appuyait sur la région Nord de Gisenyi-Ruhengeri, alors que les préfectures du sud et de l'ouest (Butare, Gikongoro, Cyangugu) lui étaient hostiles.

(20) Un congrès à vocation « culturelle » rassemblant toutes les composantes de l'émigration mais impulsé par les futurs cadres du FPR allait se tenir à New York dans le courant de 1987 et préparer la transformation de la RANU en organisation de combat.

(21) Il fut « démasqué » par la presse d'opposition ougandaise (voir *Focus* du 29 avril 1986) en grande partie à cause de

son manque total de discrétion. Les conjurés étaient même venus naïvement à l'ambassade de France à Kampala pour demander quelle serait l'attitude de Paris à leur égard s'ils s'emparaient du pouvoir à Kigali.

(22) Fred Rwigyema, l'ancien du FRO-NASA et le bras militaire de Museveni pendant les années de lutte, était devenu le commandant en chef de l'armée et vice-ministre de la Défense. Il dirigeait les opérations sur le terrain dans le nord. Bien que sympathisant avec les membres du Front, il continuait à se considérer comme ougandais et s'était refusé à rejoindre les conjurés.

le nord, que les conjurés du FPR purent se consacrer plus pleinement à leur complot. Or l'impatience grandissait dans les rangs des Banyarwanda d'Ouganda pour toute une série de raisons. D'une part, la présence de nombreux Banyarwanda dans les cercles proches du pouvoir à Kampala avait entraîné un véritable exode au sein de la diaspora, qui convergeait vers l'Ouganda où, disaient certains, « nous sommes maintenant au pouvoir ». La motivation de ce mouvement était surtout économique et les nouveaux arrivants cherchaient des sinécures. Un climat de « mafia rwandaise » se développait à Kampala, provoquant une forte irritation chez les Ougandais « de souche » et particulièrement chez les Baganda. Or c'était le ralliement des Baganda à la NRA, fin 1982-début 1983, qui avait permis à Yoweri Museveni de passer au stade d'une guérilla marginale à celui d'un vaste mouvement populaire qui avait balayé le régime de Milton Obote. Devenu président, Museveni qui était contesté violemment par les nordistes, ne pouvait pas se permettre d'aliéner sa base baganda. L'irritation bagandaise confondait dans un même ressentiment les vétérans de la guérilla libératrice et les opportunistes qui débarquaient juste de Bruxelles ou de Nairobi. Cette hostilité était ressentie par les anciens de la NRA comme une profonde ingratitude qui les renvoyait au fait qu'ils ne seraient jamais « simplement des Ougandais comme les autres ». Le président, qui avait promis aux réfugiés anciens combattants la citoyenneté, tardait à tenir parole pour ne pas irriter les Baganda. Il fut bientôt lui aussi confondu dans l'amertume de ses anciens compagnons d'armes.

Parallèlement à ce désappointement, les vétérans banyarwanda idéalisaient fortement leur « patrie » inconnue. Mal à l'aise en Ouganda, ils se persuadaient que la vie serait meilleure et plus facile au Rwanda. Les problèmes économiques du pays et notamment la question de la surpopulation étaient rejetés comme une simple propagande du régime Habyarimana. De plus, dynamisés par la nouvelle orientation moderniste du FPR qui calquait fidèlement son programme et ses thèmes de propagande sur le National Resistance Movement (NRM) ougandais, ils avaient tendance à projeter sans nuance leur expérience des années de guérilla en Ouganda sur la situation rwandaise selon l'équation simpliste FPR=NRM et Habyarimana=Obote. Ce qui, entre le souvenir de leur récente victoire et le climat de marxisme simplifié où baignait le régime de Kampala à l'époque, leur donnait le sentiment d'avoir pour eux le « sens de l'histoire ».

Dans ce climat, il devenait de plus en plus difficile aux cadres du Front de « tenir » leurs hommes. Au début de 1989, 28 jeunes plus ou moins liés au mouvement (dont trois déserteurs de la NRA) n'ayant entre eux que huit fusils avaient franchi la frontière pour démarrer un maquis dans le parc national de l'Akagera. Les con-

jurés durent envoyer un commando pour les récupérer *manu militari* avant que Kampala ou Kigali ne s'en rendent compte. De fait, les services de sécurité rwandais qui avaient infiltré le Front, savaient à peu près ce qui se tramait et plusieurs conversations avaient eu lieu entre les deux gouvernements pour tenter de désamorcer la crise. Mais les points de vue étaient très éloignés. Museveni, ainsi qu'il le dira plus tard, se refusait à « servir de geôlier » aux réfugiés rwandais. Il éprouvait une antipathie à la fois instinctive et politique tant pour la personne du président Habyarimana que pour la nature de son régime. Ce dernier de son côté souhaitait une solution cosmétique permettant un rapatriement progressif et contrôlé des réfugiés qui ne mettrait en aucun cas en cause les structures et le fonctionnement de son régime. Les obstacles administratifs mis sur le chemin des procédures de retour décourageaient la plupart des impétrants potentiels. Et pourtant une certaine souplesse, en partie forcée par le Haut Commissariat des Nations unies aux réfugiés et par les pressions des bailleurs de fonds, se faisait sentir à Kigali. Le 30 juillet 1990, la 3^e réunion du Comité conjoint rwando-ougandais sur la question des réfugiés avait abouti à la mise sur pied d'un plan d'action un peu plus vigoureux qui prévoyait la visite au Rwanda d'un groupe de représentants des réfugiés devant prélude à l'établissement de listes nominatives de candidats au retour à établir pour le mois de novembre. Une autre cause de cette nouvelle « ouverture » du régime était la pression montante du mouvement démocratique à l'intérieur même du Rwanda où un Manifeste signé par 33 intellectuels avait réclamé des élections libres et la fin du monopartisme.

En fait, pour les radicaux du FPR, cette évolution était plutôt défavorable. Une éventuelle évolution démocratique du régime de Kigali risquait de leur retirer un bon argument de combat, celui de l'opposition à une dictature monolithique. Quant à un processus de rapatriement des réfugiés, il risquait de casser le ressort psychologique le plus puissant de leur action, celui de la hantise de l'exil perpétuel. Par ailleurs, pour les activistes du Front qui se considéraient comme des « révolutionnaires », un tel processus apparaissait comme un « piège réformiste » car ils percevaient les candidats à une « nouvelle politique démocratique » comme des politiciens corrompus qui avaient servi la dictature et qui ne s'en sépareraient que par ambition ou à cause de querelles d'intérêts douteuses. Et ils voyaient bien que la réintégration des réfugiés, si elle se faisait sous les auspices du HCR et de la Croix-Rouge, serait une opération purement humanitaire dont le contenu politique serait soigneusement expurgé. Pris entre une pression qui allait en augmentant à l'intérieur de l'Ouganda et une urgence croissante à prendre de vitesse des développements défavorables au Rwanda même, ils allaient hâter leur passage à l'action.

L'évolution de la guerre dans le nord était par ailleurs en train de modifier leur position au sein de la NRA. Celle-ci s'était énormément élargie et comptait maintenant plus de 100 000 hommes. Les Rwandais y jouaient un rôle de plus en plus réduit. Le président Museveni qui combinait les opérations militaires et les négociations avec les groupes rebelles se trouvait soumis à des demandes constantes de la part de ces derniers pour « dé-rwandiser » la NRA. Une cible toute particulière était son camarade de toujours, Fred Rwigyema, maintenant général et patron de l'ensemble des Forces armées. En novembre 1989, celui-ci fut limogé avec tous les honneurs dus à son rang et à son passé glorieux. Il en conçut une compréhensible amertume. Pour ses amis du FPR qui depuis longtemps avaient abandonné l'espoir d'une « intégration ougandaise », son sort était logique. Rwigyema se rapprocha d'eux, mettant à leur service sa considérable expérience militaire et la force que constituait son charisme personnel. A Kigali, le limogeage de Rwigyema, dont les liens avec le FPR étaient connus, fut perçu comme un signe de bonne volonté de la part du président Museveni. En fait, cette mise à pied libérait l'ancien commandant en chef et allait hâter le passage de l'action armée.

L'attaque du Rwanda et les premiers mois de la guerre

Le président Museveni, qui appréciait beaucoup Rwigyema, voulait l'envoyer faire des études aux USA. Le « commandant Fred » traîna les pieds et resta en Ouganda. Ayant fait son choix, il accélérât les préparatifs au sein de la NRA. Malgré un certain état d'impréparation dans certains domaines (logistiques notamment), il décida de passer à l'action au début d'octobre en utilisant les cérémonies de la fête nationale (le 9 octobre) pour justifier les mouvements de troupe auxquels il procédait. Son prestige était encore tel dans l'armée qu'en dépit de son retour à la vie civile, personne ne discutait ses ordres. La conspiration était facilitée par le fait que son ami Paul Kagame avait été promu directeur intérimaire de la Sécurité militaire et qu'à l'abri de ce poste il procédait à des déploiements de moyens parfaitement illégaux. Le contrôle des services informatiques de l'armée et le fait que la garde personnelle de Museveni était largement composée de Banyarwanda jouèrent aussi un rôle important (23). Certains Ougandais se doutaient de ce qui se préparait et tentaient de prévenir l'action par crainte des

(23) La garde personnelle du président passera au Rwanda le 1^{er} octobre en emmenant avec elle ses véhicules et notamment deux voitures radios complètement équipées.

Interrogés sur le terrain deux ans plus tard, les membres de cette unité se remémoraient encore leur action avec un mélange de gêne et d'amusement juvénile.

conséquences internationales. Ses adversaires parvinrent à faire envoyer Kagame aux USA pour un cours de perfectionnement peu de temps avant la date fixée pour l'attaque. Afin de ne rien éven-ter, il accepta de partir... A ce point, la question se pose évidemment de savoir jusqu'à quel degré le président Museveni était au courant de ce qui se tramait. Il semble qu'il faille éliminer les deux réponses extrêmes que constituerait sa totale ignorance ou sa totale complicité. La position était beaucoup plus complexe. Arrivé à ce point, il connaissait l'existence du FPR et de ses projets. Mais il continuait à penser pouvoir parvenir à une solution négociée avec Kigali. Par ailleurs, la rumeur d'une attaque rwandaise, entretenue depuis le complot maladroit de 1986, était devenue un tel lieu commun (tous les Banyarwanda en parlaient ouvertement) que plus personne, et sans doute par le président lui-même, n'y croyait plus (24). *In fine* Museveni comptait sur son autorité personnelle et le respect qu'avaient pour lui les principaux leaders du FPR pour éviter qu'il ne l'embarrassent gravement sur le plan international par une action inconsidérée. Il se trompait. Le 29 septembre 1990, profitant du départ simultanée des présidents Museveni et Habyarimana qui se rendaient l'un et l'autre aux USA pour assister à une conférence organisée par l'UNICEF sur les problèmes de l'enfance dans les pays du Tiers monde, les éléments rwandais de la NRA mettaient en œuvre un programme de désertions massives et commençaient à se diriger vers la frontière. Dans la journée du 1^{er} octobre, ils passaient à l'attaque.

Le nombre des déserteurs était d'environ 2 500 (25). Un noyau réduit d'officiers de la NRA les commandait. Il y avait un général, Rwigyema lui-même, commandant en chef, un lieutenant-colonel (Adam Waswa, commandant de la zone Ouest) et cinq commandants (Peter Bayingana, Chris Bunyenyezi, Stephen Nduguta, Paul Kagame — alors aux USA — et Sam Kaka). A cela s'ajoutaient une quinzaine de capitaines et une centaine de lieutenants et sous-lieutenants. Le matériel qu'ils emmenaient avec eux était assez important : des mortiers de moyen calibre, des canons tractés russes ZUG, des lance-roquettes BM-21 et un certain nombre de véhicules 4x4. Mais pas d'artillerie lourde ni de blindés. Les quantités de munitions étaient faibles car beaucoup s'attendaient à une courte guerre-éclair qui ferait s'effondrer le régime Habyarimana

(24) La situation paraissait d'autant moins crédible que de nombreux groupes qui n'avaient avec le FPR que des liens très peu politiques (par le biais de liens familiaux avec certains de ses membres par exemple) se vantaient ouvertement de renverser bientôt le régime du président Habyarimana. L'auteur de cet article se rappelle ainsi de longues conversations tout à fait invraisemblables avec

de jeunes monarchistes à Nairobi à la fin de 1989. Cette rhétorique avait fini par prendre des allures de folklore.

(25) Ce chiffre, comme beaucoup d'autres assertions ici et là dans ce texte, est le produit d'interviews réalisées sur le terrain en Ouganda et au Rwanda entre 1988 et 1993. Pour des raisons évidentes, il est souvent difficile de citer les noms des informateurs.

en quelques jours. Les attaquants, très peu conscients des vieux problèmes Hutu-Tutsi qu'ils attribuaient aux « manipulations de la dictature » et sûrs d'être « politiquement corrects », s'attendaient à être accueillis en libérateurs par les populations civiles.

Tout de suite les choses tournèrent mal. Le 2 octobre, le lendemain de l'attaque, Fred Rwigyema était tué par un tireur isolé. Énormément de rumeurs ont circulé sur cette mort et notamment une version selon laquelle le « commandant Fred » aurait été abattu par son adjoint Peter Bayingana à la suite d'une dispute sur la tactique à suivre. Selon cette version, Bayingana aurait ensuite été jugé, condamné et exécuté par ses camarades. Cette version est peu crédible pour plusieurs raisons. D'abord, comme le faisait remarquer un cadre du FPR, le prestige de Rwigyema était tel que quiconque l'aurait tué ne lui aurait guère survécu et aurait, selon toute probabilité, été abattu sur place par ses gardes du corps. Or le 5 octobre, le journaliste ougandais indépendant Teddy Sseezi-Cheeye interviewait Bayingana bien vivant et tout à fait libre de ses mouvements à l'intérieur du Rwanda (26). Selon lui, aucune tension n'était perceptible au sein de l'état-major de la guérilla. De fait, il semble que la mort quasiment accidentelle de Rwigyema ait provoqué la panique dans son entourage, d'autant plus que, selon plusieurs sources, il fut le seul tué ce jour-là. Le FPR tenta de cacher sa mort, dont la rumeur se répandit bientôt parmi les combattants et jusqu'à l'étranger. Obligé de l'admettre, le Front l'attribua maladroitement à plusieurs causes (mine, accident). Comme, entre-temps, Bayingana lui-même avait été tué au combat, un lien fut établi entre ces deux décès, abondamment exploité par la propagande gouvernementale. En fait, beaucoup de gens moururent dans les premiers jours de la guerre. Dès le 2 octobre, la NRA avait dressé des barrières routières pour tenter d'empêcher les trainards de rejoindre leurs camarades. Les combattants continuaient d'arriver, mais en ordre dispersé et en ayant souvent perdu l'équipement qu'ils étaient chargé d'amener. Le 17 octobre, au sommet de Mwanza, les présidents Habyarimana, Museveni et Ali Hassan Mwinyi s'étaient réunis pour tenter de circonscrire la crise. Museveni était extrêmement nerveux. En effet, dans la nuit du 4 au 5 octobre, l'armée rwandaise avait monté une habile mise en scène dans les rues de Kigali pour faire croire à une attaque des rebelles sur la capitale. Des milliers de cartouches furent tirées (sans qu'on ne recense aucun mort !) et le montage fut utilisé pour persuader Paris d'intervenir militairement, officiellement pour « protéger les ressortissants étrangers », officieusement

(26) Voir *The Weekly Topic* (Kampala), n° 41 (19 octobre 1990). Sseezi-Cheeye, d'ethnie muganda, n'avait aucune sympathie particulière, soit museveniste, soit FPR. Il créera

par la suite *Uganda Confidential*, feuille polémique se spécialisant dans la dénonciation systématique de tous les scandales réels ou supposés du régime NRM.

sement pour « défendre le Rwanda contre l'invasion ougandaise ». Les liens personnels très cordiaux existant entre le fils du président Habyarimana et Jean-Christophe Mitterrand, conseiller de son père à la Cellule Afrique de l'Élysée, facilitèrent énormément les choses. Le président Museveni, très dépendant de l'aide économique occidentale au moment où l'effondrement des cours internationaux du café avait ruiné la balance commerciale ougandaise, se trouvait dans l'obligation de chercher un compromis qui le protégerait de l'hostilité française.

Au sommet de Mwanza succéda bientôt, sous l'égide de la très pro-française Communauté économique des pays des Grands Lacs, le sommet de Gbadolite (23-26 octobre 1990) réunissant les présidents Mobutu, Buyoya, Habyarimana et Museveni. Entre-temps, le Zaïre avait envoyé lui aussi un corps expéditionnaire au Rwanda (27) et la situation s'internationalisait dans un sens peu favorable au FPR. Sur le terrain, les choses avaient également mal tourné. Opérant dans un paysage de champs ouverts qui se prêtait très peu à la guérilla, le Front s'avancit à la manière d'une armée conventionnelle dont il n'avait pas les moyens. Fin octobre, une contre-attaque réussie de l'armée rwandaise avait fait plusieurs centaines de morts parmi les assaillants, tuant notamment Peter Bayingana et Chris Bunyenyezi, deux des principaux chefs du mouvement. Paul Kagame était rentré en catastrophe des USA dès le 14 octobre et s'employait de son mieux à sauver ce qui pouvait encore l'être d'une situation militaire apparemment désespérée. Le 30 octobre, le gouvernement rwandais avait même cru possible de proclamer la victoire. Deux jours plus tard, pour prouver qu'il existait encore, le FPR s'empara de Katuna. Mais il ne s'agissait que d'un sursaut. La plupart des survivants s'étaient réfugiés dans le Parc national de l'Akagera, seule zone de brousse accessible. Kagame, devenu entre-temps le véritable n° 1 du Front (28), entreprit de les faire passer dans la zone des Virunga, hautes terres montagneuses où l'armée ne pouvait pas les poursuivre et à partir desquelles ils pouvaient menacer Ruhengeri. Ce fut pour les combattants une période extrêmement difficile. Mal vêtus pour résister à des températures souvent proches de zéro, isolés, mal nourris, beau-

(27) Contrairement aux forces françaises et belges, les troupes zaïroises furent directement engagées dans les combats contre le FPR. Indisciplinées et peu sûres, elles ne furent pas d'une grande utilité militaire et se livrèrent au pillage indiscriminé des civils. Elles furent retirées au bout de quelques semaines, à la demande discrète du gouvernement rwandais lui-même.

(28) Son président officiel est le colonel Alexis Kanyarengwe. Officier hutu ayant par-

ticipé au putsch de 1973 aux côtés de Juvénal Habyarimana, il s'était plus tard brouillé avec ce dernier et avait participé à la conspiration de 1980 visant à le renverser. Il avait fui en Tanzanie d'où il avait plus tard pris contact avec le FPR. Ce dernier, qui manquait de Hutu et cherchait à projeter une image « nationale » au-delà des clivages ethniques, en avait fait son président mais ne lui avait jamais donné de réel pouvoir.

coup moururent de faim et d'épuisement. C'est pourquoi la prise de Ruhengeri, le 23 janvier 1991, intervint comme une véritable surprise (29) qui laissait présager une guerre longue.

De l'invasion à la « guerre populaire prolongée »

Conçu comme une promenade militaire devant déboucher sur un renversement rapide du régime, le conflit prenait une toute autre dimension. L'effet de rupture provoqué par l'attaque de ceux que l'on appelait désormais les *Inkotanyi* (30) avait entraîné toute une série de conséquences plus ou moins prévisibles. D'abord une importante répression au sein de la population civile. Le ministre de la Justice Sylvestre Nsanzimana reconnaîtra 8 047 arrestations « officielles » (il y en eut d'illégales) entre octobre 1990 et avril 1991. Si la plupart des détenus furent remis en liberté, ce fut une occasion de harassements, de vols, parfois de viols ou de tortures. Ensuite, toute une série de massacres de civils eurent lieu, en octobre 1990 dans le Mutara, en janvier-février 1991 dans le Bugogwe, au printemps 1992 dans le Bugesera et en janvier 1993 à nouveau dans le Nord-Ouest (31). Les victimes étaient non seulement des Tutsi (ou apparentés, comme les pasteurs bagogwe), mais aussi, et de manière croissante au fur et à mesure que l'opposition interne au régime se développait, des opposants hutu. Ces massacres causèrent beaucoup plus de pertes que les affrontements proprement militaires entre combattants du Front et de l'armée régulière (32). Pour horribles que soient ces violences civiles, il faut les analyser comme un phénomène politique. Il convient d'abord de remarquer qu'elles ne représentaient en aucun cas un phénomène spontané « d'anciennes haines tribales » et qu'il s'agissait d'opérations menées

(29) C'est à l'occasion de cette attaque que le Front libéra le colonel Théoneste Lizinde, emprisonné depuis 1980 pour avoir tenté de renverser le président Habyarimana et fit de lui le deuxième « Hutu du Front ». Ancien tortionnaire du régime, il était encore moins « présentable » que le colonel Kanyarengwe.

(30) « Les « combattants acharnés », nom d'une milice de l'ancien royaume rwandais. La connotation monarchiste du nom était une maladresse politique qui prêtait le flanc à un amalgame avec les *Inyenzi* des années 60. Pour une discussion érudite du terme, voir Maniragaba Balibutsa : « Le sens exact du mot *Inkotanyi* et l'historique du concept », in *Les relations interethniques*, op. cit., pp. 127-129.

(31) Ces massacres ont été bien documentés dans le Rapport de l'Association rwandaise pour la défense des libertés publiques (ADL), publié à Kigali en décembre 1992 et dans le Rapport de la Commission internationale d'enquête sur les violations des droits de l'homme au Rwanda, publié simultanément à Paris, à Ouagadougou, à Washington et à Montréal en janvier 1993 par diverses organisations de défense des droits de l'homme. Moins connu, le rapport de l'ADL, dont la principale animatrice Monique Mujawamaliya fut ensuite victime d'une tentative d'assassinat, est le travail le plus complet et le plus détaillé.

(32) Le FPR les estime, de manière assez crédible, à environ 2 500 morts pour les deux armées depuis le 1^{er} octobre 1990.

froidement par les milices du MRND et de la CDR (33). Il s'agissait d'une vieille tactique du régime de Kigali à l'époque des incursions *Inyenzi* dans les années 60. On tuait un certain nombre de Tutsi et on en arrêtait d'autres, de préférence des gens riches et éduqués. Par le biais des contacts familiaux à l'étranger, le message passait et les attaquants modéraient ou arrêtaient leurs opérations. Cette fois-ci, devant la nouveauté tant du FPR, plus résolu, moins lié à « l'intérieur », plus impitoyable aussi car la forge ougandaise avait trempé de manière terrible la résolution de ses membres, que devant la nouveauté de la situation intérieure, à savoir l'existence de profondes divisions intra-hutu, le système ne fonctionna pas du tout. Loin de là. Les massacres aboutirent même au résultat exactement inverse puisqu'ils furent utilisés par les éléments les plus extrêmes du régime pour relancer la guerre et bloquer toute possibilité de solution négociée. On notait en effet une étrange convergence « objective » entre les éléments « révolutionnaires » du FPR et les éléments les plus « réactionnaires » de la dictature. Pour les premiers, la « guerre populaire prolongée » pouvait seule amener la transformation politique et sociale radicale qu'ils appelaient de leurs vœux. La poursuite des hostilités devait amener une décomposition progressive du régime en aiguisant toutes ses contradictions. Pour les seconds, la poursuite du conflit était la seule manière de se maintenir au pouvoir puisqu'elle perpétuait la présence militaire française, permettait d'orchestrer une propagande présentant le FPR comme l'avant-garde d'une restauration monarchiste et revancharde et autorisait à dénoncer la croissante opposition comme des « agents de l'ennemi » (34).

Le FPR a toujours mené les conversations qui se sont suivies à intervalles réguliers depuis mars 1991 dans l'esprit des « négociations révolutionnaires » chères à Mao-Tse-Toung. Elles constituent pour lui un moyen de propagande, un signe de bonne volonté vis-à-vis des Occidentaux, un processus d'acquisition de « positions » sur une échelle politique et un moyen de se reposer entre les combats. La perspective n'a jamais été autre que celle d'une élimination éventuelle du président Habyarimana, qu'il serait malhabile de réclamer à l'heure actuelle, mais qui demeure l'objectif final. En même temps, sa confiance dans l'appoint que peuvent consti-

(33) Coalition pour la défense de la République. C'est une organisation extrémiste créée notamment par Jean Barahinyura, politicien hutu longtemps brouillé avec le régime à cause du long emprisonnement dont avait été victime sa femme, mêlée à la conspiration Lizinde-Kanyarengwe de 1980. Exilé en Allemagne, il avait publié des pamphlets extrêmement violents contre la personne du général Habyarimana et avait même un

moment rejoint le FPR. Il fut ensuite « récupéré » par les services rwandais et put rentrer au pays pour lancer son mouvement qui prônait un virulent racisme anti-tutsi.

(34) Nous ne développerons pas ici le thème de l'opposition civile et de sa place dans la crise rwandaise, nous réservant de le faire dans un article qui doit paraître à la fin de cette année ou au début de 1994.

tuer les politiciens de l'opposition légale, issus du système lui-même, reste des plus limitée. Le Front demeure persuadé de la justesse de sa position politique, du caractère secondaire de l'opposition Tutsi-Hutu par rapport aux contradictions sociales, politiques et économiques qui affligent le régime et, à terme, de sa capacité à attirer le soutien des masses rurales hutu. Pourtant celles-ci ont toujours fui l'avance du Front à cause d'un mélange de crainte de vengeances liées au passé, d'une propagande effrénée de la part du régime (35) et d'un simple désir de se mettre à l'abri des projectiles. En 1992, il n'y avait qu'environ 1 800 civils dans toute la zone tenue par le FPR qui offrait le spectacle, étonnant dans une région de telle densité, d'un paysage entièrement vide, déserté par toute vie humaine. Les récents accords de regroupement des civils dans la zone-tampon définie à la suite des combats de février-mars 1993 vont constituer un test de cette foi du FPR selon laquelle le vieux conflit Hutu-Tutsi peut-être dépassé par une « action politiquement correcte ». C'est d'ailleurs la raison pour laquelle la direction du Front a considérablement insisté pour que les civils reviennent. La communauté internationale, qui porte près de 900 000 personnes à bout de bras depuis mars 1993, serait heureuse de déposer ce fardeau (36) et pousse au retour des paysans vers leurs régions d'origine. Le Front, qui ne réalise pas toujours à quel point son offensive de février 1993 a fait peur, y compris aux opposants (37), voit dans son administration de la zone-tampon démilitarisée où les civils devraient revenir, une occasion de gagner les esprits et les cœurs. Pour cela, il lui faudrait cependant « décoller » de son image tutsi, chose difficile à faire car, si aujourd'hui le « noyau dur » des vétérans de la NRA s'est considérablement amenuisé par la mort au combat et les désertions, la plus grande partie des quelque 8 000 ou 9 000 combattants du Front demeurent des Tutsi. Fils d'exilés, ils sont venus du Burundi, de Tanzanie et du Zaïre, parfois même d'aussi loin que des États-Unis ou de l'Europe. Leur niveau moyen d'éducation est particulièrement élevé (la moitié des combattants ont une éducation secondaire et il n'est pas rare d'en rencontrer qui interrogent courtoisement le chercheur sur tels ou tels

(35) Celle-ci, dirigée envers des populations encore souvent très ignorantes, prenait des formes parfois étonnantes. Ainsi, les paysans de la région de Byumba en 1992 furent très surpris de se rendre compte que, contrairement, à ce que leur avait dit l'armée les combattants du FPR n'avaient ni queues ni oreilles pointues ni yeux brillants dans la nuit.

(36) Le seul Programme alimentaire mondial (PAM) des Nations unies a distribué 26 000 tonnes de nourriture à partir de l'Ouganda pendant les six premiers mois de

1993, une grande partie grâce à un coûteux pont aérien depuis Entebbe.

(37) Le sentiment, y compris dans les milieux de l'opposition, a été que le Front cherchait à s'emparer du pouvoir directement par la force des armes, en s'ouvrant la route de Kigali. Cette impression a amené une recomposition brutale des rapports au sein de l'opposition légale, en fonction des positions, réelles ou supposées, des différentes forces envers le FPR (voir article à paraître dans *African Affairs*).

travaux universitaires récemment parus à l'étranger !) mais leur appréhension de la réalité rwandaise demeure souvent toujours aussi mythique. Les négociations, les contacts avec l'opposition légale et maintenant l'existence à Kigali d'une mission de liaison dans le cadre du Groupe des observations militaires neutres de l'OUA ont réduit ce déficit de perception.

Depuis la signature de l'accord de paix du 4 août 1993, un processus encore fragile d'intégration du FPR à la vie politique rwandaise s'est mis en marche. Même si rien n'est joué, un grand pas en avant a été réalisé. L'armée du Front est en cours d'intégration dans l'armée nationale et ses cadres sont en train de devenir un parti politique de fait. Leur rôle, au sein d'une opposition civile traversée de violentes contradictions, sera essentiel. Déjà, sur le terrain, les contacts se multiplient qui permettent aux exilés de connaître « leur pays, si longtemps désiré et si étrange » (38). Il leur faudra néanmoins opérer avec le plus grand doigté pour parvenir aux accommodements politiques nécessaires, car si le dernier carré de l'*akazu* qui entoure encore le président Habyarimana va en s'affaiblissant, il ne faut pas sous-estimer la persistance des antagonismes nés de tant de sang versé et de tant de propagande depuis trente-cinq ans.

Gérard Prunier

CNRS, Centre de Recherches Africaines

(38) Un phénomène intéressant a été la multiplication des matches de football entre équipes FPR (donc essentiellement tutsi) et équipes des Jeunesses des divers partis d'opposition participant au gouvernement de

transition (donc hutu). Le FPR insiste aussi pour un retour aussi rapide que possible des réfugiés de février 1993 dans leurs régions d'origine (qu'il contrôle) ; l'armée fait de son mieux pour freiner ce mouvement.